

CRISES DU LOGEMENT AU QUÉBEC

**MANIFESTATION
NATIONALE
À MONTRÉAL**

**+ d'actions pour le
droit au logement !
urgent**

13h30

2 avril 2022

Jardin Sakura

(125, rue de la Gauchetière)

⬇ Place D'arnes



frapru.qc.ca

CRISES DU LOGEMENT AU QUÉBEC

**MANIFESTATION
NATIONALE
À MONTRÉAL**

**+ d'actions pour le
droit au logement !
urgent**

13h30

2 avril 2022

Jardin Sakura

(125, rue de la Gauchetière)

⬇ Place D'arnes



frapru.qc.ca

**UNE POLITIQUE GLOBALE ET DES
INVESTISSEMENTS
POUR RÉGLER LES CRISES DU LOGEMENT
AU QUÉBEC !**

Flambée des loyers, rareté des logements locatifs véritablement abordables et des logements sociaux, évictions frauduleuses discriminations effrontées et augmentation importante de l'itinérance: le droit au logement recule au Québec.

Pourtant, le gouvernement caquiste continue de sous-financer la réalisation du logement social et lambine à mieux protéger les locataires contre les effets de la spéculation immobilière et les abus du marché. Au cours des dernières semaines, sa seule réponse a été d'élargir au marché privé le financement public déjà insuffisant pour la construction de logements, sans considération pour les locataires à faible et modeste revenus.

Le gouvernement du Québec doit adopter une politique globale en habitation basée sur la reconnaissance du droit au logement, le développement du logement social (autant sous forme de coopératives, d'OSBL d'habitation et de logements publics) et de meilleures protections pour les locataires.

Pour répondre rapidement aux besoins les plus criants, il faut plus que jamais financer un grand chantier de 50 000 nouveaux logements sociaux en 5 ans.

Le logement ne peut plus être traité comme une occasion d'affaires et de profits!

Joignez-vous au FRAPRU pour réclamer une reconnaissance formelle et concrète du droit au logement au Québec. Soyons nombreuses et nombreux à manifester à Montréal, le 2 avril 2022, à 13h30, au Jardin Sakura !

Manifestation organisée par le FRAPRU.

**UNE POLITIQUE GLOBALE ET DES
INVESTISSEMENTS
POUR RÉGLER LES CRISES DU LOGEMENT
AU QUÉBEC !**

Flambée des loyers, rareté des logements locatifs véritablement abordables et des logements sociaux, évictions frauduleuses discriminations effrontées et augmentation importante de l'itinérance: le droit au logement recule au Québec.

Pourtant, le gouvernement caquiste continue de sous-financer la réalisation du logement social et lambine à mieux protéger les locataires contre les effets de la spéculation immobilière et les abus du marché. Au cours des dernières semaines, sa seule réponse a été d'élargir au marché privé le financement public déjà insuffisant pour la construction de logements, sans considération pour les locataires à faible et modeste revenus.

Le gouvernement du Québec doit adopter une politique globale en habitation basée sur la reconnaissance du droit au logement, le développement du logement social (autant sous forme de coopératives, d'OSBL d'habitation et de logements publics) et de meilleures protections pour les locataires.

Pour répondre rapidement aux besoins les plus criants, il faut plus que jamais financer un grand chantier de 50 000 nouveaux logements sociaux en 5 ans.

Le logement ne peut plus être traité comme une occasion d'affaires et de profits!

Joignez-vous au FRAPRU pour réclamer une reconnaissance formelle et concrète du droit au logement au Québec. Soyons nombreuses et nombreux à manifester à Montréal, le 2 avril 2022, à 13h30, au Jardin Sakura !

Manifestation organisée par le FRAPRU.